

COALITION D'ACTION POUR METTRE FIN A LA VIOLENCE A L'EGARD DES FEMMES ET DES FILLES DANS DEUX PAYS D'AFRIQUE CENTRALE (CAMEROUN ET RCA)

TERMES DE REFERENCE POUR LE RECRUTEMENT D'UNE CONSULTANTE

I- CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Depuis plusieurs décennies, la communauté internationale s'est engagée à promouvoir et protéger les droits des femmes à travers des instruments juridiques régionaux et internationaux qui jouent un rôle clé dans la promotion et la protection des droits des femmes. Ils fournissent non seulement une base légale pour l'égalité des sexes, mais aussi des outils pour mesurer les progrès et faire pression sur les États pour qu'ils respectent leurs engagements. Les instruments régionaux et internationaux, comme *la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF)* et *le Protocole de Maputo*, établissent des normes minimales pour la protection des droits des femmes. Ces instruments condamnent les discriminations fondées sur le sexe dans tous les domaines. Par exemple, *la Déclaration universelle des droits de l'homme* et *la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples* exigent des États qu'ils prennent des mesures pour éliminer les inégalités systémiques. Des instruments comme *la Déclaration de Pékin* ou *le Protocole de Maputo* prévoient des obligations spécifiques pour prévenir et éradiquer les violences faites aux femmes. Ils encouragent également la mise en place de cadres législatifs, institutionnels et judiciaires pour protéger les victimes. Certains instruments définissent les vulnérabilités spécifiques, comme les droits des femmes rurales, autochtones ou en situation de conflit (Résolution 1325 du Conseil de sécurité de l'ONU). Les Objectifs de Développement Durable (ODD), notamment l'ODD 5 (égalité entre les sexes), soulignent que le développement durable passe par l'autonomisation des femmes. Cependant, la mise en œuvre effective de ces engagements, reste un défi majeur dans plusieurs pays d'Afrique Centrale, notamment au Cameroun et en République Centrafricaine (RCA). Les contextes socioculturels, l'impunité et les failles institutionnelles continuent de limiter l'impact de ces instruments, laissant place à des violences systémiques à l'égard des femmes et des filles.

En effet, les violences faites aux femmes et aux filles (VFFF) prennent diverses formes : violences physiques, sexuelles, psychologiques, mariages forcés, mutilations génitales féminines etc.... Les violences sexuelles, et le harcèlement sexuel, tant dans l'espace privé que public, sont en augmentation. Les "cyber-violences", perpétrées via les réseaux sociaux, ajoutent une dimension nouvelle et inquiétante à ce problème. Ces violences sont exacerbées par des crises humanitaires, des



conflits armés et des normes culturelles patriarcales. Les impacts de ces violences sont dévastateurs, tant au niveau individuel que sociétal : elles entraînent des conséquences graves pour la santé physique et mentale des victimes, affectent leur bien-être et leur capacité à participer pleinement à la société, et perpétuent les inégalités de genre.

L'absence de cadre permanent de formation et de recyclage des acteurs intervenant dans la prévention et la lutte contre les violences faites aux femmes et aux filles, crée un environnement où les interventions sont limitées, les victimes partiellement accompagnées, et les violences continuent de proliférer. En effet, les intervenants peu ou mal formés manquent souvent de capacités techniques suffisantes sur les violences, dont entre autres les normes patriarcales, les inégalités de pouvoir, les pratiques culturelles néfastes etc... Ce qui peut conduire à des interventions inefficaces ou contre-productives, perpétuant ainsi les cycles de violence. Sans formation continue, les acteurs tels que les forces de l'ordre, les travailleurs sociaux, les leaders communautaires ou religieux, les leaders d'organisations locales risquent de manquer de compétences essentielles pour une réponse efficace pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des filles. Sur un autre plan, l'absence de recyclage empêche les acteurs d'adopter des approches basées sur des données récentes et des pratiques innovantes pour prévenir les violences. Ce refus entraîne une mauvaise gestion des cas de violence, notamment des enquêtes bâclées ou des erreurs dans les procédures judiciaires ; cela renforce l'impunité des agresseurs et décourage les victimes de chercher justice, favorisant une recrudescence des cas.

Le féminisme et la promotion des sexes sont des dynamiques complémentaires visant à réduire les inégalités et à renforcer l'égalité entre les hommes et les femmes. Le féminisme s'appuie sur une approche critique pour déconstruire les systèmes de domination patriarcaux profondément enracinés, où les rôles genrés sont souvent rigides. Ces normes influencent les systèmes familiaux, politiques, économiques et religieux. Ce mouvement prend en compte les discriminations multiples basées sur le genre, l'ethnicité, la classe sociale ou le handicap, en défendant les droits des femmes marginalisées ; mais ce mouvement est parfois critiqué comme un concept étranger ou anti-culturel, ce qui freine son acceptation dans certaines communautés. Les féministes engagées qui ne bénéficient pas de formation et qui n'ont pas de connaissances actualisées risquent d'avoir des difficultés à sensibiliser efficacement le public sur les questions de genre, ce qui peut alimenter des stéréotypes sur le féminisme et freiner son acceptation dans les communautés. Lorsque les acteurs et les féministes ne sont pas bien formés, ils ne peuvent pas influencer positivement les communautés ou les sociétés ; cela perpétue des normes sociales néfastes.

C'est dans le souci de renforcer les capacités des organisations de défense des droits des femmes, les mouvements féministes, les acteurs communautaires et institutionnels que NDH-CAMEROUN, veut produire deux outils complémentaires : un manuel de formation sur l'élimination des violences et une brochure pour comprendre le féminisme en Afrique Centrale. Ces documents permettront de sensibiliser, outiller et mobiliser autour des thématiques de l'élimination des VFFF et de la compréhension du féminisme adapté au contexte de l'Afrique Centrale.

lot1. : Production d'un Manuel de Formation sur l'Élimination des Violences Faites aux Femmes et Filles

lot.2 : Production d'une brochure : « comprendre le féminisme en Afrique Centrale »

II- CONTENU DES LOTS

LOT1. : PRODUCTION D'UN MANUEL DE FORMATION SUR L'ÉLIMINATION DES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES ET FILLES

L'objectif est d'élaborer un outil de formation complet, innovant et transformateur pour différents acteurs sociaux œuvrant à la prévention et à la réduction des violences faites aux femmes et aux filles.

Objectifs spécifiques

1. Renforcer la compréhension des acteurs institutionnels, communautaires et des OSC sur les formes, les causes, les facteurs aggravants et les conséquences des violences faites aux femmes et aux filles.
2. Mettre à disposition des méthodologies et approches adaptées pour sensibiliser, éduquer et promouvoir des normes sociales et culturelles favorisant l'égalité des sexes.
3. Proposer des stratégies de prise en charge des victimes/survivantes, y compris l'accompagnement psychologique, juridique et médical, en tenant compte des principes éthiques et de sécurité.
4. Outiller les acteurs avec des techniques et outils pratiques pour la collecte de données, la documentation et le suivi des cas de violences afin de soutenir des politiques et des stratégies de plaidoyer efficaces.
5. Assurer que les interventions tiennent compte des besoins spécifiques des femmes et filles marginalisées (handicapées, issues de minorités ethniques ou autochtones) tout en respectant les principes des droits humains.

Résultats attendus :

1. Le manuel facilite une meilleure compréhension des concepts clés relatifs aux VFFF, des cadres juridiques et des mécanismes de protection existants.
2. Les utilisateurs du manuel sont équipés pour mettre en œuvre des actions de sensibilisation communautaire efficaces, favorisant le changement des attitudes et comportements liés aux VFFF.
3. Les acteurs maîtrisent les outils et techniques pour répondre de manière appropriée et coordonnée aux besoins des survivantes de violences.
4. Le manuel facilite l'alignement des pratiques des acteurs sur des principes d'égalité, d'inclusion et de respect des droits humains, garantissant des impacts durables dans les communautés.

LOT.2 : PRODUCTION D'UNE BROCHURE : « COMPRENDRE LE FÉMINISME EN AFRIQUE CENTRALE »

L'objectif général est de promouvoir une meilleure compréhension du féminisme en Afrique Centrale question de déconstruire les stéréotypes, encourager l'égalité des sexes et renforcer les mouvements féministes dans la région.

Objectifs spécifiques

1. Expliquer les concepts clés du féminisme et leur pertinence dans le contexte socioculturel de l'Afrique Centrale
2. Sensibiliser aux impacts positifs du féminisme sur le développement social, économique et politique des communautés en Afrique Centrale ;
3. Démontrer les liens entre le féminisme et les mouvements locaux de défense des droits humains, des droits des femmes et des minorités ;
4. Encourager l'adhésion des communautés et des leaders d'opinion aux principes féministes à travers des messages inclusifs et engageants ;
5. Fournir des outils pratiques pour comprendre l'approche et le militantisme féministe

Résultats

1. La brochure présente des définitions claires et accessibles des concepts clés du féminisme, illustrées par des exemples concrets adaptés aux réalités socioculturelles de la région ;
2. Les lecteurs comprennent les contributions du féminisme à l'amélioration des droits des femmes, à la lutte contre les inégalités et à la transformation des sociétés dans la région.
3. La brochure établit des connexions claires entre le féminisme et les initiatives locales, mettant en avant des exemples de collaboration réussie dans divers domaines.
4. Les messages de la brochure suscitent des discussions positives au sein des communautés et auprès des leaders d'opinion, favorisant un dialogue autour des principes d'égalité et d'inclusion.
5. La brochure inclut une section avec des conseils pratiques, des ressources disponibles et des contacts pour appuyer les mouvements féministes locaux dans leurs actions.

III- QUALIFICATIONS, COMPETENCES ET EXPERIENCE REQUISES DES CONSULTANTS

❖ QUALIFICATIONS

Diplômes : Bacc+5 en études de genre, droits humains, sciences sociales, communication, ou tout autre domaine pertinent.

-Spécialisation ou formation complémentaire en genre, études féministes, ou lutte contre les violences basées sur le genre.

-Excellentes capacités rédactionnelles : aptitude à produire des documents clairs, pédagogiques et engageants pour des publics variés.

-Maîtrise des thématiques liées à l'égalité des sexes, au féminisme, aux VFFF, et aux droits des femmes, avec une capacité à adapter les contenus au contexte socio-culturel d'Afrique Centrale.

-Compétences en conception pédagogique : capacité à structurer un manuel de formation clair, avec des modules pratiques et interactifs adaptés aux besoins des acteurs locaux.



-Expertise en communication visuelle : aptitude à intégrer des éléments graphiques et visuels pertinents pour rendre la brochure et le manuel attractifs et accessibles.

-Solides compétences en recherche documentaire : capacité à identifier, analyser et intégrer des données et ressources pertinentes pour appuyer les contenus.

-Compétences en sensibilisation interculturelle : capacité à tenir compte des spécificités culturelles et linguistiques pour garantir la pertinence et l'impact des supports.

-Capacité à travailler sous pression et à respecter des délais stricts.

❖ EXPERIENCES

-Minimum 03 ans d'expérience professionnelle dans les domaines des droits humains, du genre ou des violences basées sur le genre.

-Expérience avérée dans la production d'outils.

-Connaissance approfondie des dynamiques féministes en Afrique Centrale et des défis contextuels liés à l'égalité des sexes.

-Une expérience de travail avec des organisations féministes, des OSC ou des institutions publiques impliquées dans la lutte contre les VFFF ou la promotion du féminisme.

-Participation antérieure à des programmes de renforcement de capacités ou à des projets liés à l'éducation des droits humains et des droits des femmes.

❖ AUTRES COMPETENCES

-Excellente maîtrise du français (écrit et oral).

-Une bonne connaissance de l'anglais est un atout pour la consultation de ressources internationales.

-Engagement démontré en faveur des droits des femmes et de l'égalité des sexes.

-Créativité et sens de l'innovation dans la production de contenus pédagogiques et visuels.

-Capacité à travailler en collaboration avec des parties prenantes diverses (OSC, institutions étatiques, acteurs communautaires).

-Sens de l'écoute et capacité d'adaptation pour répondre aux besoins spécifiques des bénéficiaires finaux.

❖ REDACTION DU RAPPORT ET LIVRABLES

Les livrables, à savoir le **manuel de formation sur l'élimination des violences faites aux femmes et aux filles (VFFF)** et la **brochure « Comprendre le féminisme en Afrique Centrale »**, doivent suivre une méthodologie structurée et rigoureuse pour garantir leur pertinence, leur impact, et leur qualité.

Rédaction

- Langage clair, accessible et adapté au public cible.
- Utilisation de **termes inclusifs et non stigmatisants**.
- Intégration d'**exemples pratiques et d'études de cas** pour illustrer les concepts.
- Inclusion d'infographies, tableaux et illustrations pour une meilleure compréhension.

Validation par les parties prenantes

- Partage des versions préliminaires avec NDH et ses partenaires pour relecture et commentaires.
- Révision des documents pour intégrer les retours.

❖ METHODOLOGIE



Les techniques suivantes seront utilisées : recherches documentaires approfondies, entretien avec des parties prenantes, analyse des pratiques existantes

- **Recherches documentaires approfondies** : Recueil d'informations pertinentes sur les VFFF et le féminisme en Afrique Centrale (articles, rapports, études, législations, et autres ressources).
- **Entretien avec des parties prenantes** : Consultation des OSC, leaders communautaires, survivantes, et autres experts pour intégrer des perspectives locales et contextualisées.
- **Analyse des pratiques existantes** en matière de lutte contre les VFFF et de promotion du féminisme, afin de les intégrer aux documents.

❖ PÉRIODE ET DURÉE

La durée proposée est de 30 jours. Cette période prend en compte les moments prévus de la préparation de l'enquête à et la restitution des documents finaux. La consultante proposera un calendrier indicatif dans son offre technique.

IV- COMPOSITION DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Les offres des candidats devront comprendre :

- ❖ Dossier administratif
 - Une copie de son attestation d'immatriculation
 - Relevé d'Identité Bancaire. (RIB)
- ❖ Dossier technique
 - Un CV détaillé de la Consultante qui répond de la proposition ;
 - Une offre technique détaillant la méthodologie proposée et incluant un calendrier indicatif;
 - Les références des travaux antérieurs réalisés ou déjà effectués par le/la consultant(e) ;
- ❖ Dossier financier
 - Une offre financière de prix en FCFA bien détaillé

V- DEPOT DU DOSSIER DE CANDIDATURE

Les soumissionnaires devront envoyer leur candidatures par voie électronique (email uniquement) ndhcameroun97@gmail.com / floline23@yahoo.fr

NB : Bien vouloir préciser le lot pour lequel vous postuler en objet. Délai 31 janvier 2025 à minuit

Contact

NDH-Cameroun,

Montée du Lycée Nkol-Eton, B.P 4063 Yaoundé

Email : ndhcameroun97@gmail.com / floline23@yahoo.fr

Tél : (237) 222 01 12 47 / 675 65 72 92